

**Fonds de cohérence pour la stabilisation**  
**RAPPORT DESCRIPTIF ANNUEL SUR**  
**L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME<sup>1</sup>**  
**PERIODE DU RAPPORT: 6 AVRIL – 31 DECEMBRE 2016**

<p><b>Titre du Programme et Référence du Projet</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Titre du Programme:</b> Coûts de fonctionnement pour la cellule Secrétariat Technique pour la Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)</li> <li>• <b>Numéro de Référence du Projet/Bureau MPTF:</b> 3 00100759</li> </ul>	<p><b>Pays, Localité(s), Secteur(s) Prioritaire(s) du Programme / Résultats Stratégiques<sup>2</sup></b></p> <p>RDC</p> <p>L'objectif global du budget cellule Secrétariat Technique pour la Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (C-TS-FCS) est d'assurer une bonne gestion financière du FCS et tous projets qui sont mis en place dans ce cadre et de renforcer la propriété de la contrepartie nationale STAREC dans les activités de gestion de fonds.</p> <p>La nécessité de l'extension sans frais s'explique par le fait que le document original du programme n'avait qu'une durée de 8 mois (06 avril 2016 - 31 décembre 2016) et la cellule Secrétariat Technique pour la Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (C-TS-FCS) devait soutenir la gestion du fonds pendant la durée du FCS, qui ne se terminera pas avant le 31 décembre 2022.</p>
<p><b>Organisation(s) Participante(s)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PNUD</li> </ul>	<p><b>Partenaires de mise en œuvre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Unité Appui à la Stabilisation, MONUSCO et STAREC</li> </ul>
<p><b>Budget du Programme/Projet (US\$)</b></p> <p>Budget total approuvé tels que reflété sur le document du projet: <b>398,947 USD</b></p> <p>Contribution du Fonds<sup>4</sup> <b>398,947 USD</b></p> <p>Contribution de(s) agence(s)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Par agence (le cas échéant)</li> </ul>	<p><b>Durée du Programme (mois)</b></p> <p>Durée totale (70 mois)</p> <p>Date de démarrage<sup>5</sup> (3 Juin 2016)</p>

<sup>1</sup> Le terme "programme" est utilisé pour les projets, programmes et programmes conjoints.

<sup>2</sup> *Résultats Stratégiques*, tels que formulés dans le Cadre de planification stratégique (de l'ONU) (p. ex. UNDAF) ou document du projet;

<sup>3</sup> Le numéro de référence du projet est le même que celui indiqué sur le message de notification, aussi appelé "Project ID" sur la fiche technique du projet sur le portail du Bureau MPTF ([MPTF Office GATEWAY](#)).

<sup>4</sup> La contribution du Fonds (MPTF ou Programme Conjoint) correspond à la quantité transférée aux Organisations Participantes des Nations Unies, qui est disponible sur le portail du Bureau MPTF ([MPTF Office GATEWAY](#)).

<sup>5</sup> La date de démarrage est la date du premier transfert de fonds du Bureau MPTF en tant qu'Agent Administratif. Cette date est disponible sur le portail du [Bureau MPTF \(MPTF Office GATEWAY\)](#)

Contribution du Gouvernement <i>(le cas échéant)</i> Autres Contributions [donateur(s)] <i>(le cas échéant)</i>	Date de clôture originale <sup>6</sup> (31. Decembre 2022)  Date de clôture actuelle <sup>7</sup> (31.decembre.2022)
<b>TOTAL: 398,947 USD</b>	
<b>Évaluation du Programme</b>	<b>Soumis par:</b>
Evaluation - à joindre le cas échéant <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Date: <i>dd.mm.yyyy</i> Evaluation à mi-parcours – à joindre le cas échéant <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Date: <i>dd.mm.yyyy</i>	<input type="checkbox"/> Nom: Lindsay Forslund <input type="checkbox"/> Titre: Trust Fund Specialist <input type="checkbox"/> Organisation Participante (“Lead Agency”): PNUD <input type="checkbox"/> Adresse e-mail: <a href="mailto:forslund@un.org">forslund@un.org</a>

## FORMAT DU RAPPORT DESCRIPTIF

### RÉSUMÉ

Plusieurs mesures positives ont été réalisées avec des avancées notables dans la mise en œuvre de l’ISSSS. Parmi ces avancées on relève, la création d’un Fonds fiduciaire et le lancement des appels à propositions dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri. L’UAS et le STAREC ont travaillé parallèlement avec les bailleurs de fonds internationaux et les partenaires d’exécution pour s’assurer que leurs programmes concordent avec les objectifs de l’ISSSS, favorisant la mise en commun des efforts pour maximiser l’impact dans le domaine de la transformation des conflits. Des analyses de conflit plus approfondies réalisées en collaboration avec l’UE et la GIZ démontrent clairement comment se perpétuent les cycles de violence et permettent d’adapter les programmes de l’ISSSS de façon à identifier les moteurs de conflit et contribuer à briser ces cycles de violence. L’année 2016 aura aussi facilité le déploiement de la cellule de suivi et d’évaluation tant attendue. La cellule, qui est placée au sein du Secrétariat ISSSS, a élaboré une stratégie de suivi et d’évaluation avec un cadre logique permettant un suivi rigoureux de l’ensemble des opérations de l’ISSSS et de fournir un appui technique aux partenaires sur le terrain.

Du point de vue programmatique, 2016 a donné lieu à la conclusion des deux premiers projets pilotes menés par l’ISSSS à Kalehe (Sud-Kivu) et Mambasa (Ituri) et financés par les Fonds pour la consolidation de la paix et la Norvège. Ces deux premiers projets ont nettement permis d’atténuer les tensions entre les communautés, de s’attaquer à un certain nombre de causes profondes des conflits, de résoudre des conflits territoriaux et de donner une place centrale aux femmes dans le processus de dialogue démocratique. De plus, les projets ont incité les groupes armés à rejoindre le processus de dialogue en faveur d’une recherche de solutions pacifiques. Les autorités provinciales ont fortement appuyé le processus et même joué un rôle prépondérant pour assurer la réussite et la poursuite de ces projets.

La restructuration de l’UAS en 2016, en lien avec les recommandations d’une revue institutionnelle externe de l’UAS, le déploiement du personnel à des postes clés au sein de l’unité, dont un chef d’équipe adjoint et du personnel spécialisé hautement qualifié pour les bureaux provinciaux, et le quartier général de Goma, ainsi qu’un officier de liaison à Kinshasa ont renforcé les capacités de l’UAS pour assurer la coordination et le suivi de l’ISSSS.

<sup>6</sup> Tel qu’approuvé sur le document de projet originale par l’organisme de prise de décisions pertinent/comité de pilotage.

<sup>7</sup> Au cas de prolongation du projet, la date de clôture révisée et approuvée doit être reflétée ici. Si la prolongation n’est pas approuvée, la date de clôture actuelle est la même que la date de clôture initiale. La date de clôture est la même que la date de clôture opérationnelle, qui fait référence au moment où toutes les activités du programme ont été complétées par l’Organisation Participante responsable. A ce moment, les agences concernées doivent en informer le Bureau MPTF comme convenu dans le MOU.

## I. Objectifs

1.1 Les procédures et structures de gestion et de gouvernance du FCS ont été mis en place avec le développement du manuel d'opérations et les décisions sur l'allocation des 25 millions ont été prises par le CAN/CAP

1.2 Prise en compte de l'approche de stabilisation dans les cadres de planification du système des Nations Unies, notamment (i) l'UNDAF (appui à l'identification des axes prioritaires et intégration de la méthodologie d'analyses de conflit dans l'analyse du contexte); (ii) la révision du Result-based budget Framework (RBB 2017-2018) et intégration de principales contributions attendues de l'UAS, en matière de réponse programmatique, de financement et de gestion du Trust fund, d'alignement et de coordination.

1.3 Renforcement de la communication et la coordination entre l'UAS et le STAREC tant au niveau national que provincial à travers des retraites conjointes, missions de terrain, mise en place d'un système de liaison à Kinshasa et Goma.

2.1 Les Conseils d'Administration du FCS aux niveaux national et provincial se sont tenus régulièrement pour valider les 3 programmes de stabilisation (Kitshanga/Province du Nord Kivu, Plaine de la Ruzizi/Province du Sud Kivu et Sud Irumu/Province de l'Ituri).

2.2 Appui de l'UE à travers un pool de 3 experts pour actualiser les 3 analyses de conflits (CANA) faits en 2014 pour les zones prioritaires de Kitshanga, Plaine de la Ruzizi, Sud Irumu. Ils ont aussi fourni des recommandations pour un système simplifié de mise à jour des analyses de conflits, tenant compte de l'évolution du contexte, des acteurs et des dynamiques de conflits.

2.3 Mise à jour du cadre logique de l'ISSSS, développement de la stratégie S&E de l'ISSSS, développement du guide au processus d'harmonisation, appui technique S&E dans le cadre des appels à propositions et alignement.

2.4 Recrutement d'un expert en communication au sein du ST qui appuie le STAREC développer une stratégie de communication.

## II. Résultats

**Result 1 :** La mise en place des mécanismes et procédures de gouvernance pour l'affectation et le décaissement des fonds, notamment le manuel d'opérations du Fonds (FCS) ainsi que les structures de gouvernance (les conseils nationaux et provinciaux), ont permis d'attribuer de manière transparente et décentralisée, les financements dans les trois zones prioritaires de l'Est de la RDC. Aussi, 3% du budget totale du Fonds Cohérence pour la Stabilisation et pour appuyer les travaux du Secrétariat Technique (ST) pour la coordination de la mise en œuvre globale des priorités de stabilisation de l'ISSSS a également été approuvé par le CAN.

L'établissement de procédures claires et transparentes pour l'attribution des fonds et l'attribution au ST d'un rôle central pour assurer l'efficacité et l'efficience de ce processus a également permis une plus forte appropriation par le Gouvernement de la RDC. Cela a été particulièrement visible au niveau provincial où les STAREC ont continué à mieux comprendre les principes du programme ISSSS et les procédures opérationnelles;

Plus précisément, les STAREC provinciaux ont appuyé l'engagement politique avec les autorités provinciales, ce qui a conduit les gouvernements des trois provinces à jouer un rôle positif comme co-présidents des CAP (Conseils d'administration provincial)

De plus, en Ituri, le Gouverneur a fait preuve d'un grand engagement dans la mise en œuvre et la poursuite du projet financé par le IRF en Mambasa, en engageant des ressources gouvernementales pour soutenir la poursuite du programme. Dans le Sud-Kivu, sous la présidence du Ministre du Plan, trois réunions stratégiques sur l'alignement ont eu lieu, menant à renforcer la coordination entre les intervenants dans la zone du projet Nord Kalehe. Au Nord Kivu la collaboration avec les autorités provinciales a permis la tenue de trois CAP dans l'année 2016 ce qui a permis le démarrage de la programmation à Kitshanga.

L'engagement politique des autorités au niveau national comprend une implication accrue du Ministre du Plan dans l'ISSSS, démontré par (i) la note de briefing sur la mise en œuvre de l'ISSSS envoyé par le Ministre du Plan au Premier Ministre (ii) sa volonté à visiter l'Est du Congo pour observer les résultats des projets pilotes ISSSS. L'UAS a également partagé un code cable à NY sur l'engagement du Gouvernement pour l'ISSSS.

En ce qui concerne l'engagement de la communauté internationale, elle a contribué 25 millions USD au FCS en 2016 et contribué à la coordination générale de l'ISSSS par le déploiement de gratuit personnel au sein de l'UAS (à hauteur de 71%) . Elle a aussi démontré la volonté de contribuer à la mise en œuvre de l'ISSSS en appuyant le processus d'alignement (Pays Bas/DFID/USAID/SIDA/Allemagne). Présentement, sept projets sont marqués « alignables » avec plus de 50% qui ont le potentiel d'être entièrement alignés. Ces projets « alignables » constituent un total d'environ 85 millions de USD ce qui contribuera à renforcer l'impact des interventions financés par le FSC.

**Justification en cas de faibles résultats Result 1 :** En dépit du fait qu'aucun contrat n'a été formellement signé dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de stabilisation, des progrès importants ont été atteints dans la mise en place du cadre de programmation global ainsi que les mécanismes opérationnels permettant la prise de décision et l'attribution des fonds de manière transparente. Ainsi, le Gouvernement de la RDC a co-rédigé et signé les Stratégies Provinciales de Stabilisation et Plans d'action prioritaire (SPS / PAPS) qui fournissent un cadre commun d'intervention programmatique pour la stabilisation entre la communauté internationale et le Gouvernement pour l'Est de la RDC.

De plus, en 2016, avec la rédaction et la validation du manuel des opérations du FCS, les rôles et les responsabilités du gouvernement et de la communauté internationale ont été clairement définis, notamment leur participation dans les mécanismes de gestion et de gouvernance du Fonds (Secrétariats Techniques et conseils d'administration au niveau national/provincial).

Le retard accusé dans le démarrage des programmes s'explique donc en grande partie par le système décentralisée, qui alourdi le système de prise de décision, ainsi que le processus inclusif de mise en place des procédures qui a pris un temps considérable. Pourtant ces processus ont été indispensables pour mettre en place un système transparent permettant de protéger les investissements des bailleurs de fonds.

**Result 2 :** Durant l'année 2016, les Conseils d'Administration du FCS aux niveaux national et provincial se sont tenus régulièrement pour valider et mettre en œuvre les 5 programmes de stabilisation Kitshanga/Province du Nord Kivu, Plaine de la Ruzizi/Province du Sud Kivu et Sud Irumu/Province de l'Ituri en plus la deuxième phase des programmes pilote à Mambasa et Kalehe.

Pour s'assurer que les programmes répondent aux dynamiques de conflit dans chacune des trois zones prioritaires, l'UE a soutenu les programmes à travers un pool de 3 experts internationaux courts termes spécialisés en analyse des conflits.

Pour améliorer la coordination et les fonctionnements du ST, STAREC et UAS se sont réunis à Bukavu en juillet pour la retraite annuelle de planification conjointe. Cela a mené à la production de plans de travail provinciaux de ST afin de pouvoir établir conjointement des priorités et planifier en fonction des rôles et des responsabilités définis pour le ST dans le manuel d'opération du FCS. De plus, le mécanisme de coordination des ST au niveau provincial a été mis en place, et les membres du ST provinciaux tiennent des réunions de coordination hebdomadaires.

En plus, des mécanismes mis en place pour assurer le bon fonctionnement du FCS, le second mécanisme pour le financement des programmes 'SSSS – l'alignement – a beaucoup progressé. Les critères et

procédures d'alignement révisés ont été présentés au Forum de donateurs pour la stabilisation (SDF) en mai 2016 et validés. Une période test de 6 mois a été convenue, au cours de laquelle le TS a travaillé sur les critères et les procédures utilisant des programmes test. Les leçons tirées seront identifiées et présentées au SDF le 28 novembre 2016. Sur la base de ces discussions, les critères et procédures d'alignement seront ajustés.

Enfin, la ST a vu une implication beaucoup plus forte de la MONUSCO dans l'implémentation de l'ISSSS. La police des Nations Unies (UNPOL) a nommé un point focal de stabilisation au sein de l'UAS pour soutenir les piliers Security et restauration de l'autorité de l'état (RSA). La Section Affaires Civile et l'UAS ont élaboré un protocole d'entente sur la manière de collaborer sur le terrain avec la société civile et les organisations locales sur la transformation des conflits. A la demande du leadership de la mission l'UAS a appuyé l'élaboration d'une stratégie de stabilisation pour Beni.

**Justification en cas de faibles résultats Result 2 :** Le Secrétariat Technique n'a pas été en mesure de mener un sondage de perception auprès des bailleurs de fonds (alignés) ainsi que les partenaires concernant les services leurs étant fournis par le Secrétariat Technique. En début de 2017, les données de base seront collectées pour mesurer le niveau de compréhension par les partenaires de l'ISSSS des rôles et des responsabilités des ST, ainsi que leur satisfaction avec les services fournis. Un sondage de perception est ensuite prévu en fin 2017 pour mesurer le progrès.

Des défis de coordination se posent au niveau stratégique avec le faible fonctionnement des structures de gouvernance dirigées par le gouvernement; Il s'agit du Comité de pilotage, le Comité de suivi et les Comités techniques conjoints du STAREC qui ne se sont pas réunis régulièrement en 2016.

Une étude soutenue par l'UE, visant le renforcement des mécanismes de coordination ISSSS/STAREC dans le cadre de l'opérationnalisation des SPS/PAPS, et proposition de recommandations pour leur amélioration aux niveaux institutionnel et organisationnel a été fait en appui au SSU. Une diagnostique détaillé sur les dysfonctionnements des mécanismes de coordination ISSSS/STAREC a été réalisé. Un plan d'action sur la mise en œuvre des recommandations de l'étude sera mis en place en 2017.

**ii) Évaluation axée sur les Indicateurs de Performance:**

	<b>Indicateurs atteints</b>	<b>Raisons d'éventuel(s) écart(s)</b>	<b>Source de vérification</b>
<p><b>Résultat 1<sup>8</sup></b>  <b>Indicateur:</b> Le cadre dans lequel opèrent le Programme STAREC et l'ISSSS est renforcé pour faciliter le travail de la coordination  <b>Indicateur de référence: 0</b>  <b>Indicateur cible:</b> 80% des réunions de coordination pour l'ISSSS se tiennent régulièrement</p>	<p>Les Conseils d'Administration du FCS aux niveaux national et provincial se sont tenus régulièrement pour valider les 3 programmes de stabilisation (Kitshanga/Province du Nord Kivu, Plaine de la Ruzizi/Province du Sud kivu et Sud Irumu/Province de l'Ituri).</p>		<p>Procès-verbal des réunions</p>
<p><b>Produit 1.1</b>  <b>Indicateur 1.1.1</b>  <b>Indicateur de référence:</b> Existence de « Compacts » entre le Gouvernement de la RDC (national et provincial) et les partenaires internationaux, qui décrivent les responsabilités et les engagements de chaque partie pour la réussite des projets ISSSS approuvés par les Conseils d'administration du Fonds  <b>Indicateur cible:</b> Chaque appel à propositions et/ou proposition approuvée sera accompagné d'un compact écrit, signé par le Gouvernement de la RDC et les partenaires internationaux</p>	<p>1) Engagement Ministre du Plan pour une implication accrue dans l'ISSSS démontré par (i) la note de briefing sur la mise en œuvre de l'ISSSS envoyé par le Ministre du Plan au Premier Ministre (ii) sa volonté à visiter l'Est du Congo pour observer les résultats des projets pilotes I4S.                  2) Engagement des acteurs internationaux démontré par leur volonté d'entrer dans le processus d'alignement (Pays Bas/DFID/USAID/SIDA/Allemagne). Dans le long terme cet engagement sera scellé par une lettre d'engagement</p>		

<sup>8</sup> Note: Les résultats, les produits, les indicateurs et les cibles devront être présentés **tels qu'ils apparaissent sur le document du projet** de sorte que vous rendrez compte de vos accomplissements par rapport aux objectifs prévus. Veuillez ajouter des lignes si nécessaires pour les résultats 2, 3, etc.

<p><b>Indicateur 1.1.2</b>  <b>Indicateur de référence:</b> Perception du niveau de fonctionnement des mécanismes de coordination</p> <p><b>Indicateur cible:</b> 70% des partenaires sont satisfaits des services offerts par le ST</p>	<p>Une enquête sera réalisée au début de 2017</p>		
<p><b>Résultat 2</b>  <b>Indicateur:</b> Le cadre dans lequel opèrent le Programme STAREC et l'ISSSS est renforcé pour faciliter le travail de la coordination</p> <p><b>Indicateur de référence: 0</b>  <b>Indicateur cible:</b> Le pourcentage de fonds que le gouvernement contribue au fonctionnement des différents bureaux de STAREC augmente de 50%</p>	<p>Les STAREC provinciaux ont appuyé l'engagement politique avec les autorités provinciales, ce qui a conduit les gouvernements des trois provinces à jouer un rôle positif comme co-présidents des CAP (Conseils d'administration provincial)</p> <p>L'engagement politique des autorités au niveau national comprend une implication accrue du Ministre du Plan dans l'ISSSS, démontré par (i) la note de briefing sur la mise en œuvre de l'ISSSS envoyé par le Ministre du Plan au Premier Ministre (ii) sa volonté à visiter l'Est du Congo pour observer les résultats des projets pilotes ISSSS. L'UAS a également partagé un code cable à NY sur l'engagement du Gouvernement pour l'ISSSS.</p>		
<p><b>Produit 2.2</b>  <b>Indicateur 2.2.1</b>  <b>Indicateur de référence:</b> Soutien financier des partenaires internationaux pour les programmes de l'ISSSS</p> <p><b>Indicateur cible:</b> TBD</p>	<p>Au cours de la première année, 25 millions USD ont été engagés dans le FCS</p>		

<p><b>Indicateur 2.2.2</b>  <b>Indicateur de référence:</b> Des projets de qualité sont approuvés par le Conseil d'Administration</p> <p><b>Indicateur cible:</b> 5 projets</p> <p><b>Indicateur 2.2.3</b>  <b>Indicateur de référence:</b> Niveau de satisfaction des membres des CA, partenaires techniques et financiers alignés et partenaires de mise en œuvre avec les services offerts (1) par l'UAS/MONUSCO et (2) le Secrétariat National et Coordinations provinciales du Programme STAREC</p> <p><b>Indicateur cible:</b> 70% des partenaires sont satisfaits des services offerts par le cellule d'alignement du ST</p>	<p>5 programmes ont été validés par les conseils administration provinciaux, pour un totale du 19 millions USD</p> <p>La cellule S&amp;E établi en Aout 2016, Une enquête sera réalisée au début de 2017</p>		
--	---	--	--

# Organigramme Secrétariat Technique I4S



